

L'État et l'industrie : si près, si loin

Parler de réindustrialisation sans parler de l'État, c'est comme parler de navigation sans évoquer le vent. On ne peut pas s'en passer — et il peut autant porter que contrarier.

La puissance publique, donc. Celle à qui on demande de l'argent, des lois, des infrastructures, des interventions — et parfois tout à la fois. Ce soir, trois angles pour l'examiner : la planification stratégique, les coopérations, la réglementation.

Sur les deux premiers sujets, le consensus est là, rassurant et presque agaçant à force d'être répété (encore ? et pourquoi on ne fait rien...). Le temps de l'État — administratif, politique, électoral — n'est pas le temps de l'industrie. Trop long pour réagir, trop court pour donner de la visibilité. Une stratégie industrielle a besoin de continuité ; nos cycles institutionnels lui offrent de l'instabilité. Et comme si cela ne suffisait pas, cette stratégie doit aussi se décliner à toutes les échelles : le territoire, la région, la nation, l'Europe, le monde. L'État stratège, oui — mais avec du plomb dans l'aile.

Les coopérations, elles, tout le monde en veut. Moins de guichets, des interlocuteurs identifiables, une architecture qui simplifie au lieu d'embrouiller ceux qui, sur le terrain, font vivre le tissu industriel. L'idée du guichet unique, raisonnable, évidente. Son absence dit quelque chose sur la difficulté à la mettre en œuvre.

Et puis arrivent les normes. Et là, le consensus se fissure. Personne ne conteste leur utilité. Mais l'inflation réglementaire ? Le fameux Mille-feuille ? Ajoutez-y la couche européenne, et vous obtenez quelque chose d'à la fois indigeste et ingérable pour une PME qui veut juste produire et doit obligatoirement vendre. Pas question de passer ses journées à déchiffrer des textes.

Une idée a retenu mon attention : la territorialisation des normes. Si dans un territoire donné, une réglementation environnementale protège des zones humides qui n'existent pas, pourquoi l'appliquer quand même ? Provocateur ? Peut-être. Mais pas totalement fou.

Ce qui frappe, au fond, c'est le regard assumé de cette conférence. L'industrie et la puissance publique, ce n'est pas la grande politique industrielle, les plans quinquennaux, les discours sur la souveraineté. C'est quelque chose de plus quotidien, de plus humble et de plus urgent : deux mondes — l'État et l'industrie — qui vivent côte à côte, se parlent parfois, mais sans la fluidité ni l'écoute qu'il faudrait.

On parle beaucoup de réindustrialisation. On parle moins de cette chose simple : apprendre à coopérer. Finalement, le vrai chantier n'est pas qu'industriel. Il est aussi relationnel.

Billet d'humeur de Pascale Heurtel
Conseillère histoire, culture et patrimoine
Conférence n°7 - Penser notre renaissance industrielle